



**Syndicat National Unitaire**  
des **INSTITUTEURS, PROFESSEURS des ECOLES et PEGC**  
Section des Alpes de Haute Provence

Appt 202, les Hauts de Clubières, 04600 Saint-Auban  
04 92 62 64 72 fax : 04 92 32 56 33  
snu04@snuipp.fr



**CTSD 8 février 2018**  
Déclaration liminaire

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,

Pour garantir une école de qualité à tous nos élèves, ce n'est pas, comme le répète à l'envi notre ministre et ses comparses, son organisation qu'il faut changer. C'est bien sur le niveau des moyens engagés qu'il faut agir. Il suffit tout simplement, et ce n'est pas une revendication révolutionnaire, d'investir dans le premier degré à hauteur de ce que font les pays qui présentent des caractéristiques similaires aux nôtres. Or concrètement notre budget en la matière demeure une nouvelle fois inférieur de 15% à la moyenne de ces pays. Les communicants du ministère réussiront peut-être à duper l'opinion publique, mais s'il vous plaît épargnez-nous leur rhétorique, nous méritons mieux que cela et vous le savez bien. Nous sommes certains que nous ne pourrions pas dans ces conditions, atteindre le principal objectif qui nous est assigné : réduire les inégalités d'accès au savoir.

Si nous gageons que vous avez su, en vous appuyant notamment sur les arguments que nous développons ici depuis des années, défendre l'intérêt des élèves de notre département auprès du recteur en obtenant une dotation moins mauvaise que celle pressentie, nos inquiétudes persistent. Nous tenons tout d'abord à pointer la légèreté des documents de travail qui nous ont été transmis, documents en discordance avec le contenu et les conclusions des débats du groupe de travail et qui présentent des données parcellaires.

Avec un reste de 2,5 postes de réserve seulement dans votre projet initial, quelle est la place laissée à la concertation ? Est-ce votre conception du dialogue social dorénavant ? Nous étions habitués à beaucoup mieux depuis que vous avez pris les rênes des services départementaux. Alors espérons qu'il s'agisse simplement d'une anomalie conjoncturelle et non d'une consigne venant d'en haut.

Sur le fond, cette dotation ne permettra pas de baisser les effectifs là où c'est nécessaire, ne permettra pas de mettre en place non plus certains dispositifs pourtant essentiels à un fonctionnement apaisé de notre institution, nous le regrettons une nouvelle fois. Et puis au-delà de la dotation, c'est aussi la politique en matière de recrutement, de statut et d'affectation sur les postes financés que nous aurons à scruter et certainement à dénoncer tant l'approche de nos nouveaux responsables peut être pernicieuse en la matière.

En conséquence et vous l'aurez compris, nous déplorons le manque d'ambition de notre pays concernant le premier degré. C'est là que l'effort doit porter si nous voulons vraiment réduire les inégalités. Il s'agit d'un choix politique et celui qui est fait en dit long sur les intentions du pouvoir.

Les représentants du SNUipp / FSU vous remercient pour votre écoute.